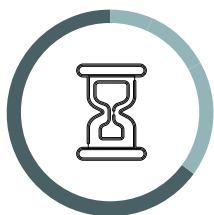




SONDAGE | Une situation tendue pour les cabinets médicaux romands

Au moment où ils s'apprêtaient à pouvoir reprendre une activité normale le 27 avril, 2139 médecins romands ont répondu à un sondage de la Société médicale de la Suisse romande (SMSR). Voici une synthèse des principaux résultats concernant la situation dans les cabinets médicaux.

La baisse d'activités est massive dans les cabinets médicaux



-62,5%

Baisse moyenne d'activité
des cabinets médicaux



47,3%

Consultations effectuées
à distance (téléphone/télémédecine)

71,6% des médecins installés romands ayant répondu au sondage indiquent avoir une activité de leur cabinet réduite de moitié ou davantage depuis le début de la pandémie. La baisse moyenne d'activité s'établit à 62,5 % (taux moyen d'activité estimé: 37,5%). Pour environ un tiers d'entre eux (32,6%), leur activité ne dépassait même pas 20% de leur activité normale à fin avril!

Une large part des consultations restantes est aussi effectuée à distance, par téléphone ou en télémédecine (taux moyen estimé: 47,3%).

Les médecins romands estiment par ailleurs à une large majorité (68,3%) que la reprise autorisée par le Conseil fédéral dès le 27 avril de l'ensemble des activités médicales était adaptée, bien que 16% auraient préféré une reprise plus rapide.

Cette baisse engendre des difficultés économiques importantes



49,9%

Chômage partiel dans les cabinets



16,6%

Demande baisse de loyer



15%

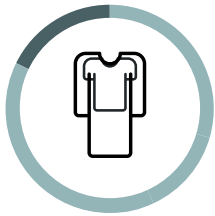
Demande crédits-relais

Cette baisse massive d'activités engendre des difficultés économiques importantes, en particulier pour les médecins exploitant un cabinet en raison individuelle (75,3% des répondants au sondage). Ces derniers n'ont en effet pas pu bénéficier pour eux-mêmes de mesures de chômage partiel (RHT), quand bien même ils ont pu en faire bénéficier leur personnel salarié. Il faut rappeler qu'en moyenne, 70% du revenu d'un cabinet est affecté au paiement de ses charges.

A cet égard, les mesures supplémentaires pour les indépendants annoncées le 16 avril par le Conseil fédéral sont jugées insuffisantes par 66,6% des médecins. Nombreux sont ceux qui estiment que pour éviter des fermetures de cabinets médicaux pour raisons économiques, des mesures supplémentaires de soutien devraient être prises par les autorités, par exemple à fonds perdus via un fonds de compensation spécial COVID-19 (48,6%), via de nouveaux crédits à taux zéro (39,7%), ou via des crédits d'impôts (38,7%).

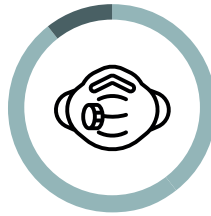
Pour tenter de limiter l'impact économique de la baisse des activités, 49,9% des cabinets médicaux ont déjà mis en place du chômage partiel (RHT), 15% ont demandé des crédits-relais, 5,4% des APG, 16,6% une baisse de loyer, 13% un report d'impôts et 12,5% un report de cotisations sociales.

Le matériel de protection pour le personnel des cabinets reste une préoccupation



15,2%

Surblouses en suffisance pour protéger médecins et personnel des cabinets

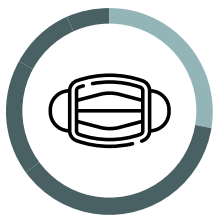


11,4%

Masques FFP2 en suffisance pour protéger médecins et personnel des cabinets

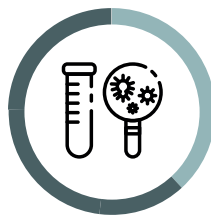
Si les patients sont désormais bien protégés (séparation des flux au cabinet, espacement des consultations, centres de dépistage dédiés, etc.), du matériel de protection adéquat fait parfois toujours défaut. En particulier, seule une minorité de médecins déclarent avoir suffisamment de masques de protection FFP2 (11,4%) et de surblouses (15,2%) pour leur propre protection et celle du personnel. On constate ainsi que dans environ 1 cabinet sur 6 (13,9%) depuis le début de la pandémie, des médecins ou collaborateurs ont déjà été testés positifs au COVID-19. La situation d'approvisionnement semble par contre s'être détendue pour les masques chirurgicaux et les solutions hydroalcooliques, qui n'est plus un souci majeur pour environ 9 cabinets sur 10.

L'avis des médecins sur la situation sanitaire et le déconfinement



73,6%

Port du masque pour toute la population, si distance sociale impossible



61%

Utilisation plus large des tests diagnostiques

Avant les nouvelles annonces du Conseil fédéral du 29 avril (sondage clos le 28 avril), 66,7% des médecins romands estimaient que la stratégie de déconfinement était adaptée, bien que 17% la considéraient comme trop rapide. A 73,6%, les médecins estimaient aussi que l'utilisation des masques devrait se faire pour toute la population, lorsque garder la distance sociale n'est pas possible. Une utilisation plus large des tests diagnostiques au sein de la population est recommandée à 61%, y compris dans une proportion similaire pour l'ensemble des résidents et du personnel des EMS. Pour prouver qu'une infection a eu lieu, l'accès aux tests de sérologie est souhaité à 58,6% pour tous les patients à risque et leurs proches, voire même à 46% pour toute la population. Enfin, 66,5% des médecins en cabinet entendent individualiser pour leurs patients les mesures de déconfinement en évaluant les risques dans leur vie privée et professionnelle.

Ce sondage a été réalisé entre le 20 et le 27 avril par la Société médicale de la Suisse romande (SMSR). 2139 médecins de toutes les sociétés cantonales de médecine romande ont répondu (GE: 37,4%, VD: 35,7%, FR: 11,9%, NE: 10%, JU: 3,3%, VS: 1,7%). 82,5% des médecins ayant répondu au sondage exerçaient majoritairement en cabinet.